

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1910.

Projet de loi approuvant :

- 1° La déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région de Shiloango ;
 - 2° L'arrangement signé à la même date entre les deux Gouvernements au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Dans la séance du 30 avril 1909, M. le Ministre des Affaires Étrangères a déposé sur le bureau de la Chambre, conformément à l'article 27 de la loi sur le gouvernement du Congo belge et à l'article 68 de la Constitution, le projet de loi approuvant la déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française pour fixer à nouveau les limites de leurs possessions respectives dans le Stanley-Pool.

L'Exposé des motifs de ce projet de loi faisait connaître à la Chambre qu'à la même date avaient été signés à Bruxelles avec le Gouvernement français

(1) Projet de loi, n° 233 (session de 1908-1909).

(2) La Commission, présidée par M. HUTSMANS, était composée de MM. BEGEREM, CARTON DE WIART, SEGERS, VANDERVELDE.

une déclaration concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango, ainsi que l'arrangement au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

Votre Commission spéciale a exprimé le désir de voir soumettre également à l'approbation du Parlement ces deux actes internationaux.

C'est pour déférer à cette demande et afin de suivre une procédure identique à celle qui a été adoptée en France que le Gouvernement a déposé, le 25 juillet 1909, un projet sanctionnant ces deux arrangements. Le premier fixe dans la région du Shiloango une frontière qui n'avait jamais été tracée définitivement par une entente de l'État Indépendant du Congo et de la République française. Le second reproduit, sans autre modification qu'un changement de date, le texte de l'acte, déjà signé une première fois le 5 février 1895 et communiqué aux Chambres en même temps que les autres actes internationaux relatifs à l'État Indépendant du Congo, comme annexe à l'Exposé des motifs du projet de loi approuvant le traité de cession du 11 janvier 1895 qui a été retiré par le Gouvernement.

Un droit de préférence avait été concédé à la France en 1884 par l'Association internationale du Congo pour le cas où elle aurait été amenée à réaliser ses possessions. Il fut confirmé en 1885, lorsque l'Association internationale devint l'État Indépendant, sans pouvoir être opposé à la Belgique ainsi que le déclarent les lettres échangées les 22 et 27 avril 1887 entre M. Van Eetvelde, administrateur général de l'État du Congo, et M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.

L'État du Congo était donc lié par cet engagement quand la question de la reprise par la Belgique fut posée pour la première fois en 1895.

Mais avant de présenter aux Chambres le projet de loi approuvant le traité du 9 janvier 1895, il a été jugé nécessaire de procéder, par une entente avec la France, au règlement des conditions de l'exercice du droit de préférence pour le cas où, après l'annexion, ce droit viendrait à s'ouvrir par suite d'une renonciation de la Belgique à ses possessions congolaises.

Tel a été le but de l'arrangement signé à Paris le 5 février 1895. Cet arrangement n'est jamais entré en vigueur, le traité de cession du 9 janvier de la même année ayant été retiré.

Lorsque le projet d'annexion fut repris en 1907, le règlement du droit de préférence s'imposait comme en 1895. Interrogé à ce sujet, le Gouvernement répondit à la commission chargée de l'examen du projet de transfert, qu'il s'était entendu avec le Gouvernement de la République française pour confirmer l'accord intervenu le 5 février 1895. Les signatures de ce nouvel accord devaient être échangées après le vote de l'annexion en même temps qu'aurait été réglée avec la France la délimitation de la frontière dans la région du Shiloango, ainsi que certaines difficultés qui s'étaient produites pour l'application du tarif du chemin de fer du Congo. Ces dernières furent résolues par une correspondance diplomatique.

C'est en exécution de l'entente qui vient d'être rappelée que furent signés les deux arrangements que le Gouvernement, répondant au désir qui lui a été exprimé par la Chambre, soumet à notre approbation.

Le premier concerne la frontière dans le Shiloango. Cette frontière de l'Océan jusqu'à Manyango avait été délimitée une première fois par une convention conclue le 5 février 1885 entre le Gouvernement français et l'Association internationale du Congo. Mais les reconnaissances effectuées sur les lieux par la commission franco-congolaise envoyée à cet effet révélèrent l'existence d'un accident de terrain non prévu par la convention, qui laissait sans délimitation une partie de la frontière entre la source septentrionale du Shiloango (pic Kiama) et l'origine de la crête de partage des eaux du Niadi Quillou et du Congo (pic Bembo).

La première déclaration, signée le 23 décembre 1908, a pour but de déterminer la frontière entre les deux points. Elle sera constituée par la ligne de faite comprise entre le pic Kiama et le pic Bembo.

La Chambre ne peut que ratifier cette entente qui donne satisfaction aux deux Parties intéressées.

Le second acte, signé le 23 décembre 1908, concerne le droit de préférence. Il reproduit mot pour mot l'arrangement déjà intervenu le 5 février 1895.

L'exercice du droit de préférence reconnu à la France est ainsi définitivement réglé. Conformément au principe de droit international en matière d'annexion ou de cession d'un État à un autre, la Belgique a repris les possessions congolaises du roi Léopold II avec les obligations dont elles étaient grevées. C'est une conséquence de l'annexion. La Chambre en a reçu connaissance dès 1890, lorsqu'elle a été saisie de la convention du 3 juillet de la même année, conférant à la Belgique un droit d'option pour l'acquisition du Congo.

L'arrangement pour lequel votre approbation est sollicitée, constate cette substitution de la Belgique à l'obligation contractée par le Gouvernement de l'État Indépendant, et définit les conditions de l'exercice du droit de préférence en trois articles dont les clauses précises n'ont besoin d'autres explications que celles données par l'Exposé des motifs du projet de loi approuvant la convention du 9 janvier 1895. Nous croyons utile de les reproduire ici :

« Ces clauses laissent pleine et entière la souveraineté de la Belgique
» sur ses territoires congolais. Aucune ingérence ni immixtion n'en peut
» être déduite. Le droit de la France s'ouvre seulement au moment où le
» Gouvernement belge voudrait faire abandon de tout ou partie de ses pos-
» sessions coloniales, sous l'une des formes spécifiées dans l'arrangement
» du 5 février. La négociation prévue dans ces circonstances place les
» deux Parties sur un pied d'égalité, et si, après de consciencieux efforts
» où la bonne volonté ne ferait certainement défaut d'aucun côté, cette
» négociation n'aboutissait pas à dégager les éléments d'une entente, la

- » difficulté se résoudrait de toute manière par le recours à la procédure
» prescrite par l'article 12 de l'Acte général de Berlin. »

A l'unanimité de ses membres présents, votre Commission a l'honneur
de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

L. HUYSMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MEI 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring :

- 1^o Van de op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek;
 - 2^o Van de op dienzelfden datum tusschen de beide Regeeringen onderteekende schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, ingeval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering (1).
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **CARTON DE WIART**.

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 30 April 1909 werd, ingevolge artikel 27 der wet op het Bestuur van Belgisch Congo en artikel 68 der Grondwet, door den heer Minister van Buitenlandsche Zaken ingediend het ontwerp van wet tot goedkeuring van de verklaring, op 23 December 1908 uitgewisseld tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek ten einde de grenzen tusschen hare wederzijdsche bezittingen in den Stanley-Pool opnieuw te bepalen.

In de Memorie van Toelichting omtrent dat ontwerp van wet werd aan

(1) Wetsontwerp, n^o 233 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer HUYSMANS, bestond uit de heeren BEGEREM, CARTON DE WIART, SEGERS, VANDERVELDE.

de Kamer medegedeeld, dat op dienzelfden dag te Brussel met de Fransche Regeering waren onderteekend eene verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek, zoomede de schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, ingeval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

Uwe Bijzondere Commissie heeft den wensch uitgedrukt, dat beide internationale akten insgelijks zouden goedgekeurd worden door de Kamers.

Om gevolg te geven aan deze vraag en te handelen zooals in Frankrijk werd gedaan, heeft de Regeering op 25 Juli 1909 een ontwerp ingediend, waarbij beide overeenkomsten worden bekrachtigd. Bij de eerste wordt in de Shiloangostreek eene grenslijn vastgesteld, die vroeger nooit door eene regeling tusschen den Onafhankelijken Congostaat en de Fransche Republiek voorgoed werd bepaald. De tweede neemt, zonder andere wijziging dan eene verandering van datum, den tekst over van de akte die alreeds eene eerste maal onderteekend werd op 5 Februari 1895 en aan de Kamers werd medegedeeld te gelijker tijd als de andere internationale akten betreffende den Onafhankelijken Congostaat, als bijlage der Memorie van Toelichting omtrent het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het verdrag tot afstand van 11 Januari 1895, welk door de Regeering werd ingetrokken.

In 1884 werd door de Internationale Vereeniging van Congo een recht van voorkeur verleend aan Frankrijk, ingeval zij hare bezittingen mocht vervreemden. Dit recht werd in 1885 bekrachtigd, toen de Internationale Vereeniging Onafhankelijke Staat werd; van dat recht kon echter geen gebruik worden gemaakt tegen België, zooals blijkt uit de brieven, op 22 en 27 April 1887 gewisseld tusschen den heer van Eetvelde, algemeen beheerder van den Congostaat, en den heer Bourée, Fransch gezant te Brussel.

Dus was de Congostaat daardoor verbonden, toen het vraagstuk van de overneming van België de eerste maal in 1895 werd opgeworpen.

Doch, alvorens het ontwerp van wet tot goedkeuring van het verdrag van 9 Januari 1895 bij de Kamers in te dienen, werd noodig geacht, door eene overeenkomst met Frankrijk de voorwaarden te regelen, waaronder het recht van voorkeur zou worden uitgeoefend, voor het geval dat, na de inlijving, dit recht uitvoerbaar zou worden, indien België afzag van zijne Congoleesche bezittingen.

Daartoe strekte de schikking, te Parijs onderteekend op 5 Februari 1895. Deze schikking werd nooit van kracht, dewijl het Verdrag tot afstand, van 9 Januari van hetzelfde jaar, werd ingetrokken.

Toen, in 1907, het ontwerp tot inlijving opnieuw te berde kwam, werd het, evenals in 1905, noodig het voorkeursrecht te regelen. Daarover ondervraagd, antwoordde de Regeering aan de Commissie, belast met het onderzoek van het ontwerp tot overdracht, dat zij zich met de Regeering der Fransche Republiek had verstaan om de op 5 Februari 1895 gesloten

overeenkomst te bevestigen. De onderteekening van deze nieuwe overeenkomst moest worden uitgewisseld nadat de inlijving zou gestemd zijn; terzelfder tijd zouden met Frankrijk worden geregeld de grensscheiding in de Shiloangostreek, alsmede enkele moeilijkheden, ontstaan over de toepassing van het tarief van den Congospoorweg. Deze laatste werden uit den weg geruimd door eene diplomatische briefwisseling.

Ter uitvoering van bovenbedoelde overeenkomst werden onderteekend de twee schikkingen die de Regeering, naar het verlangen van de Kamer, aan onze goedkeuring onderwerpt.

De eerste betreft de grens in Shiloango. Deze grens van den Oceaan tot Manyango werd eene eerste maal bepaald bij eene overeenkomst, op 5 Februari 1885 gesloten, tusschen de Fransche Regeering en de Internationale Congovereeniging. Doch ten gevolge van verkenningen, ter plaatse gedaan door de Fransch-Congoleesche Commissie, te dien einde aangesteld, is gebleken dat uit hoofde van eene oneffenheid des bodems, niet voorzien door de overeenkomst, een deel van de grens tusschen de noordelijke bron van den Shiloango (piek Kiama) en het begin van de kruinlijn tusschen het bekken van de Niadi Quillon en dat van den Congo (piek Bembo) onbepaald was gebleven.

De eerste verklaring, onderteekend op 23 December 1908, strekt om de grens tusschen beide punten te bepalen. Zij zal bestaan uit de kruinlijn tusschen de piek Kiama en de piek Bembo.

De Kamer kan niet anders dan instemmen met deze overeenkomst, die de beide betrokken partijen bevredigt.

De tweede akte, op 23 December 1908 onderteekend, betreft het recht van voorkeur. Zij is de woordelijke herhaling van de reeds op 5 Februari 1895 getroffen schikking.

De uitoefening van het recht van voorkeur, aan Frankrijk toegekend, wordt aldus voorgoed geregeld. Volgens het beginsel van internationaal recht in zake van inlijving of afstand van een Staat aan een anderen, heeft België de Congoleesche bezittingen van Koning Leopold II overgenomen met de daarop drukkende verplichtingen. Dit is een gevolg van de inlijving. De Kamer wist dat reeds in 1890, toen haar werd aangeboden de overeenkomst van 3 Juli van hetzelfde jaar, waarbij aan België werd verleend een recht van optie voor de aanwerving van Congo.

Uit de schikking waarvoor uwe goedkeuring wordt gevraagd, blijkt dat België de verplichting, door de Regeering van den Onafhankelijken Staat aangegaan, voor zich neemt; zij bepaalt de voorwaarden tot uitoefening van het recht van voorkeur in drie artikelen, waarvan de duidelijke bedingen niet behoeven nader uitgelegd te worden dan werd gedaan in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp houdende goedkeuring van de overeenkomst van 9 Januari 1895. Wij achten het nuttig ze hier te herhalen :

« Deze bedingen laten België's souvereiniteit over zijne Congoleesche
» landen volstrekt onaangeroerd. Geene inmenging noch bemoeiing kan

» daaruit worden afgeleid. Frankrijk's recht neemt alleen dan een aan-
» vang, wanneer de Belgische Regeering afstand wil doen van al of
» een deel van hare koloniale bezittingen, op eene van de wijzen om-
» schreven in de schikking van 5 Februari. De onderhandeling, onder
» deze omstandigheden voorzien, plaatst beide partijen op een gelijken
» voet, en mocht, na nauwgezette pogingen, waarbij van geene zijde
» gebrek aan goeden wil zou zijn, de onderhandeling niet de middelen tot
» eene overeenkomst verschaffen, dan zou de moeilijkheid alleszins
» worden opgelost door toedoen van de proceduur, voorgeschreven bij
» artikel 12 der Algemeene Akte van Berlijn. »

Bij eenparigheid van hare aanwezige leden, heeft uwe Commissie de eer
U voor te stellen, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
L. HUYSMANS.

